

# Rapport du Directeur exécutif de l'ONUSIDA

---

Michel Sidibé,  
Directeur exécutif de l'ONUSIDA  
27 juin 2017 | Genève, Suisse  
Ouverture de la 40<sup>ème</sup> réunion du Conseil  
de coordination du Programme de l'ONUSIDA



*« Notre survie même dépend de notre capacité à rester éveillés, à nous adapter à de nouvelles idées, à rester vigilants et à faire face au défi du changement »*

Martin Luther King, Jr.

## Opportunités qu'offre le changement

Merci Monsieur le Président, M. Kwaku Agyeman-Manu, ministre de la Santé du Ghana.

Excellences, Mesdames et Messieurs les ministres, Membres du Conseil de Coordination du Programme (CCP), Mesdames et Messieurs : bienvenue à la 40<sup>ème</sup> réunion du CCP de l'ONUSIDA.

Je voudrais tout d'abord saluer notre invitée spéciale, Lorena Castillo de Varela, Première dame du Panama. Je suis heureux qu'elle puisse nous communiquer l'expérience de son action pour propager la notion de zéro discrimination dans la vie réelle.

Cette semaine, nous rendons aussi hommage au leadership de Margaret Chan, qui va partir à la retraite après plus de 10 années passées en qualité de Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Elle a été une amie, une championne du Programme commun et a joué un véritable rôle de chef de file pour la santé mondiale. Je lui témoigne ma reconnaissance pour tout ce qu'elle a accompli.

Je salue Tedros Adhanom Ghebreyesus et le félicite de son élection à la tête de l'OMS. Il s'agit là d'une nomination importante dans le système des Nations Unies. Nous sommes fiers que Tedros soit le premier africain élu Directeur général de l'OMS, où il exercera ses fonctions de dirigeant fort et expérimenté dans le domaine de la santé mondiale.

Je souhaiterais aussi remercier mon ami et frère Mark Dybul pour ses efforts inlassables. Il a été l'un de nos partenaires clés et nous a aidés à changer les conditions de vie de millions de personnes.

Permettez-moi aussi de féliciter les nouveaux dirigeants au sein de notre Programme commun : David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial et Achim Steiner, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Je suis également fier d'annoncer que l'une de nos dirigeantes, la Directrice exécutive adjointe Jan Beagle, a été nommée par le Secrétaire général en qualité de Secrétaire générale adjointe à la gestion – et c'est un grand honneur. Elle va bientôt occuper l'un des postes les plus importants et les plus difficiles au sein du système des Nations Unies. Elle a œuvré énormément pour faire progresser l'ONUSIDA et cette décision du Secrétaire général démontre la confiance qu'il accorde à notre organisation. Nous pouvons la féliciter; je sais qu'elle fera un excellent travail.

Je souhaiterais exprimer ma gratitude aux autres membres de la famille de l'ONUSIDA qui partent à la retraite cette année : Steve Kraus, notre Directeur de l'Equipe d'appui aux régions pour l'Asie et le Pacifique et Sheila Tlou, notre Directrice de l'Equipe d'appui aux régions pour l'Afrique orientale et australe. Ils nous ont aidés à faire de l'objectif « zéro » une réalité sur le terrain.

Je souhaiterais également saluer John Edward Greene et J.V.R. Prasada Rao, deux des envoyés spéciaux du Secrétaire général de l'ONU, qui sont arrivés au terme de leur

mandat. Ils continueront de servir en qualité de conseillers spéciaux. Je souhaiterais les féliciter et les remercier pour tout ce qu'ils ont pu faire pour nous.

Permettez-moi maintenant d'aborder un sujet très douloureux pour nous tous : la perte immense et soudaine de notre collègue, il y a quelques semaines à peine. Je souhaiterais rendre hommage à mon frère, mon collègue et mon ami Babatunde Osotimehin. C'était un véritable leader. Dans les moments les plus difficiles, il ne s'est jamais détourné de sa mission de lutter pour les jeunes, de plaider auprès des gouvernements, des donateurs et des communautés en faveur d'une éducation sexuelle complète et de questions de santé et de droits sexuels et reproductifs, et toutes autres questions délicates. Tous les jours, ses conseils avisés, son humilité et son humanité me manquent. J'adresse mes plus sincères condoléances à sa famille, à ses amis et à ses fidèles collègues du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA).

Enfin, je souhaiterais remercier très sincèrement chacun d'entre vous pour vos messages et votre soutien au moment de la disparition de Maman. Cela m'a beaucoup touché et je me suis senti proche de vous tous. Comme quelqu'un me l'a rappelé, c'était la Maman de tous ceux que je connais.

## Un monde en mouvement

Monsieur le Président, permettez-moi maintenant d'aborder une réalité importante à laquelle nous devons faire face aujourd'hui. Dans ce monde en mutation rapide, il va être très difficile de s'attaquer aux questions de santé mondiale, y compris pour mettre fin au sida. Nous vivons dans un monde véritablement imprévisible et si nous voulons mettre notre vision en œuvre, nous devons comprendre les grandes tendances et intérioriser ces questions pour pouvoir mieux concevoir nos actions.

De fait, partout dans le monde, nous assistons à des bouleversements. Que ce soit au Sud, au Nord, en Europe ou aux États-Unis d'Amérique, partout, nous assistons à ce que je pourrais même appeler un mouvement tectonique.

Aujourd'hui, les grandes tendances s'observent dans les secteurs géopolitique, environnemental, technologique, socio-économique et démographique. Nous assistons également à de nouveaux débats sur les changements climatiques et sur les effets qu'ils pourraient entraîner sur les épidémies émergentes et la santé.

Aujourd'hui, les questions les plus graves et les plus complexes sont liées au manque de possibilités économiques. En Afrique, plus de 60 pour cent de la population a moins de 25 ans. L'UNFPA parlait d'exploiter les « atouts des jeunes ». Mais cela est difficile pour une société qui n'a pas assez d'emplois à offrir à ces jeunes, quand ces derniers ont peu d'alternatives. Le manque de possibilités est aussi associé à une « fatigue démocratique » et un désenchantement politique. Nous devons comprendre cet aspect si l'on veut cerner clairement en quoi les menaces auxquelles le monde fait face sont systématiquement liées aux inégalités et à l'exclusion toujours plus fortes.





Ces menaces compromettent une bonne gouvernance et la cohésion sociale et entraînent la violence et les conflits. Dans de nombreux endroits, la migration devient la seule option et, lorsque les populations se déplacent, s'ensuivent crime organisé, traite des personnes et drogue. Les populations qui se déplacent ont droit à la santé. Je salue les pays comme la Thaïlande et le Portugal qui ont ouvert aux migrants l'accès aux services de santé, y compris pour le VIH, quel que soit leur statut légal.

Si nous ne nous attaquons pas aux causes profondes de la migration, nous aurons des sociétés fragmentées et, avec elles, de plus en plus de migrants. Avant d'arriver ici ce matin, j'ai entendu sur France Inter qu'au Niger, plus de 20 personnes ont été retrouvées mortes hier en essayant de traverser le désert. Ce n'est ni la première ni la dernière fois.

Ce n'est qu'un exemple du nombre toujours plus élevé de communautés fragiles. Et on peut les observer partout, de la République bolivarienne du Venezuela à la République centrafricaine, en Europe et même en Amérique du Nord. La fragilité est un grave problème, parce qu'elle conduit à des services de santé fragmentés et réduit notre capacité à atteindre les personnes qui ont le plus besoin de notre action.

Permettez-moi de souligner en particulier l'instabilité provoquée par la famine au Soudan du Sud et au Nigéria. Les services sont totalement détruits et fragmentés. Les personnes vivant avec le VIH ne peuvent pas accéder au traitement et l'épidémie est en hausse.

À Ezo, on constate une prévalence de 14 pour cent. A Yambio, elle est de 8,4 pour cent et à Juba de 4,7 pour cent. Cette association de facteurs fait qu'il sera impossible de réaliser notre objectif de mettre fin au sida si l'on n'accompagne pas nos efforts de mesures pour lutter contre les causes de l'instabilité. Au Nigéria, le tableau est le même : dans les zones touchées par la famine dans le nord du Nigéria, la prévalence du VIH est de 5,3 pour cent à Yobe, de 2,4 pour cent à Borno et de 1,9 pour cent à Adamawa. Dans ces sociétés désintégréées, les populations n'ont pas les moyens d'accéder à des médicaments pouvant leur sauver la vie.

Je souhaiterais féliciter l'Allemagne d'avoir abordé les questions de sécurité sanitaire mondiale lors des discussions du G20. Étant présent en Allemagne, j'ai eu le privilège de participer aux réunions préparatoires et j'ai constaté par moi-même combien la question de la stabilité est essentielle si nous voulons progresser et obtenir des résultats durables. Pour être en mesure d'atteindre l'Objectif de développement durable 3 (ODD) — couverture de santé universelle et mettre fin au sida — nous devons concentrer nos efforts sur la vulnérabilité.

## Etablir les liens nécessaires

Étant donné que ces crises sont complexes et liées les unes aux autres, nous ne pouvons pas travailler de manière isolée. Le Programme commun établit un lien entre les institutions de façon innovante afin de s'attaquer horizontalement à tous les problèmes qui entraînent une fragmentation et une instabilité. Nous sommes contraints d'établir un lien entre les problèmes, les mandats et les organisations, par des moyens totalement novateurs.

Il y a tout juste un an, le Programme commun traversait une crise profonde. Nous n'étions pas certains d'avoir les moyens de pouvoir continuer. Nous nous interrogeons sur la voie à suivre et sur notre capacité à nous relever et à répondre aux problèmes qui sont importants pour nous tous. Sur les 240 millions de dollars US du budget approuvé par le CCP, seuls 90 millions étaient disponibles. Nous commençons à perdre espoir.

Mais grâce à vos conseils, votre soutien et votre engagement à l'égard du Programme commun, nous avons repris courage. Nous n'avons pas eu peur de l'avenir et nous avons saisi l'occasion de lui donner une nouvelle forme.

## Exploiter les possibilités de changement pour produire des résultats

Comme disait Martin Luther King, Jr. « Notre survie même dépend de notre capacité à rester éveillés, à nous adapter à de nouvelles idées, à rester vigilants et à relever le défi du changement »

C'est exactement ce que nous avons fait avec vous. Vous nous avez demandé de créer un Panel mondial stratégique sur le futur modèle du Programme commun de l'ONUSIDA

(Panel mondial stratégique). Nous l'avons mis en place avec pour coprésidents Awa CollSeck, ministre de la Santé du Sénégal, Lennarth Hjelmacher, Ambassadeur spécial pour la santé mondiale de Suède, et Helen Clark en qualité de coordinatrice. Je souhaiterais remercier Mme Clark pour tout ce qu'elle a accompli en sa qualité d'Administratrice du PNUD. Elle a accompli un travail formidable ces six derniers mois pour affiner ce modèle, comme l'a demandé le CCP.

Le Panel mondial stratégique a produit un rapport sérieux et percutant. Le rapport *Refining and reinforcing the UNAIDS Joint Programme model* met en avant les moyens d'adapter l'ONUSIDA au 21<sup>ème</sup> siècle sur la base des principes de transparence, d'innovation, de hauts niveaux de responsabilisation, d'un ensemble élargi de parties prenantes et de riposte rapide à une épidémie en constante évolution.

L'ONUSIDA accueille favorablement les recommandations spécifiques du Panel sur l'action à prendre en matière de finances et de responsabilisation, de mesures conjointes et de gouvernance.

Le Panel mondial stratégique a travaillé de façon complètement moderne. En moins de cinq mois, il a formulé des recommandations solides pour promouvoir le Programme commun et le redéfinir dans un cadre qui lui permettra de réaliser les ODD. Les recommandations confirment les éléments fondamentaux de ce partenariat unique entre des institutions des Nations Unies. Ces recommandations renforcent le rôle fondamental qu'il joue dans l'architecture mondiale de la santé et son approche singulière multisectorielle et de partenariat, tout en redéfinissant les moyens de travailler ensemble pour produire des résultats avec efficacité et efficacité.

Il est encourageant de constater que ces recommandations mettent largement l'accent sur la redynamisation des activités conjointes au niveau national et sur l'action collaborative. Ce nouveau modèle sera centré sur une présence sur mesure dans les pays, des investissements plus judicieux au niveau national ainsi qu'une importance et une attention croissantes accordées aux facteurs qui motivent une action commune et l'établissement des priorités des pays participant à l'initiative « Accélérer ». Le rapport met aussi en avant la responsabilisation et les mécanismes visant à rendre compte des résultats en faveur des populations pour lesquelles nous oeuvrons.

Enfin, les discussions du Panel mondial stratégique montrent que le Programme commun est bien plus qu'un budget commun. Il s'agit d'une vision commune. Le Panel a conclu que l'approche multisectorielle et de partenariat inclusif du Programme commun est plus pertinente que jamais. Les questions que nous abordons autour de cette table ne consistent pas à répartir les problèmes entre nous mais concernent les moyens de constituer un instrument pour mettre en œuvre les ODD et améliorer les mesures pour obtenir ensemble des résultats. Dans le rapport sur le sida présenté cette année à l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général a confirmé que le Programme commun reste un indicateur de tendance, à la fois pour le développement durable et la réforme de l'ONU.



Lors des consultations multipartites, nous avons constaté un ferme appui en faveur d'un modèle renforcé et affiné du Programme commun qui mettra l'accent sur l'établissement des priorités et les mesures différenciées, compte étant tenu du contexte de financement difficile. Après la présentation du rapport du Panel mondial stratégique aux chefs d'agences, le Comité des organismes coparrainants a indiqué qu'il se fonderait sur ces recommandations pour élaborer un plan d'action et mieux orienter le Cadre du budget unifié, des résultats et des responsabilités.

## Plan d'action et budget visant au changement

Le plan d'action, élaboré avec la pleine participation des coparrainants, est une mesure urgente à prendre pour stabiliser immédiatement le Programme commun, dans ce contexte de ressources limitées. Il vise à renforcer la cohérence et l'efficacité de l'appui que le Programme commun fournit aux pays et orientera l'affinement du modèle de l'ONUSIDA au cours de ces prochains mois. Plus important encore, il fait fond sur la Stratégie de l'ONUSIDA 2016–2021 qui énonce le programme mondial de lutte contre le sida.

Ce plan d'action place largement l'accent sur la flexibilité, les mesures différenciées, l'établissement de priorités et l'inclusion. Il est orienté par trois objectifs importants :

- Déployer des ressources humaines et financières vers les secteurs qui en ont le plus besoin.
- Redynamiser les mesures communes et l'action collaborative dans les pays.
- Renforcer la responsabilisation et les résultats en faveur des personnes pour lesquelles nous œuvrons.

Dans le cadre de ce plan d'action, le Programme commun met actuellement en place un processus différencié et dynamique d'allocation de ressources pour garantir que celles-ci sont orientées vers les secteurs qui en ont le plus besoin, par exemple dans les pays de l'initiative « Accélérer » et en faveur des populations les plus nécessiteuses dans d'autres pays.

Parce qu'il n'y a pas de solution unique en ce qui concerne la riposte au sida, le plan d'action met en avant les approches individuelles élaborées à partir de l'usage de chaque contexte national spécifique et conduites par des équipes diversifiées. Ce sur-mesure est fondamental à notre aptitude à innover et à régler rapidement les problèmes à mesure qu'ils surviennent sur le terrain puisque le contexte et l'épidémie de chaque pays sont spécifiques.

Mais je voudrais être clair. Le plan d'action n'est qu'une étape dans le processus d'affinement du Programme commun.

Avec le Panel mondial stratégique, le plan d'action et les mesures qui seront prises pour le mettre en œuvre, il est certain que l'ONUSIDA restera au premier plan de l'élaboration des politiques et de l'innovation. Il relève de notre responsabilité commune d'être à la hauteur

des engagements du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et ce plan d'action trace le chemin pour y arriver.

## Repositionnement du Secrétariat

Depuis 2016, le Secrétariat de l'ONUSIDA a entamé un processus de repositionnement, avec les trois objectifs suivants :

- Réaligner le Secrétariat sur le nouvel environnement politique et financier.
- Continuer à appuyer le Programme commun et la riposte au sida avec un maximum de valeur ajoutée.
- Garantir un processus transparent, comprenant une série de consultations avec le personnel de toutes les organisations concernées.

À ce jour, les résultats du processus de repositionnement se sont traduits par une réduction de 13 pour cent des effectifs du Secrétariat depuis début 2016. 120 fonctionnaires ont été réaffectés à de nouveaux postes et ont pris leurs nouvelles fonctions au premier semestre 2017. Le ratio terrain/siège reste de 70/30.

Tout au long du processus de repositionnement, nous nous sommes attachés à la parité hommes/femmes dans la description de poste, tout en augmentant le nombre de femmes à des postes de direction. Actuellement, 48 pour cent des directeurs de bureau pays de l'ONUSIDA sont des femmes, alors qu'elles ne représentaient que 27 pour cent en 2013.

Nous avons gelé les postes D2 et les départs à la retraite n'ont pas été remplacés. Nous avons offert des indemnités de départ anticipé aux personnes qui souhaitent partir. En outre, le Secrétariat privilégie les jeunes en conservant des postes P2 et P3 au sein de l'Organisation et nous protégeons le personnel des services généraux contre d'autres incertitudes.

Tout cela nous a permis de conduire une réforme à visage humain, tout en tenant compte du caractère central de la mise en œuvre de notre stratégie. Nous conserverons notre capacité à rester adaptés et seront capables d'aller de l'avant en ce qui concerne les questions essentielles pour nous : droits de l'homme, soutien à la société civile et continuité dans notre action avec les partenaires, comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, et le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR), en vue de renforcer l'interface avec les pays. Nous continuerons d'exploiter la capacité de nos coparrainants et autres partenaires pour apporter des changements politiques, un soutien aux communautés et pour accélérer le rythme des mesures lorsque nécessaire.

J'appelle aussi le CCP à prendre en considération l'égalité entre les sexes au sein du CCP lui-même, en encourageant une représentation équilibrée entre femmes et hommes au sein des délégations du CCP. Le CCP a toujours plaidé en faveur de l'inclusion et de la non-discrimination, et de ne laisser personne pour compte.



## Au-delà de la cible 90–90–90

A l'heure de la transformation, nous devons renforcer nos partenariats avec les donateurs, d'autres entités mondiales pour la santé, pays, communautés, organisations non-gouvernementales, et le secteur privé.

Les résultats de l'évaluation indépendante du partenariat Fonds mondial – ONUSIDA démontre la force de transformation de notre partenariat et de l'action commune au niveau national. Je souhaiterais remercier le Département pour le développement international du Royaume-Uni de faire partie du Comité de pilotage.

L'examen de l'aide multilatérale (*Multilateral Aid Review*), l'examen du Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (*Multilateral Organization Performance Assessment Network*) et l'examen de l'Australie ont mis en lumière que ce que nous faisons est correct et a suggéré des points à améliorer.

Le Fonds mondial et le PEPFAR restent des instruments fondamentaux pour mettre fin au sida. Le PEPFAR continue d'apporter des contributions majeures et démontre clairement que nous pouvons mettre fin à l'épidémie. Des études réalisées par le PEPFAR au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe sont encourageantes et nous montrent la voie à suivre.

En nouant de véritables partenariats avec la société civile, et en plaçant les communautés au centre de notre riposte, nous pouvons accélérer le rythme de l'action. Nous pouvons changer les dynamiques de la riposte. Mais il est essentiel que les investissements importants des États-Unis perdurent.

Dans l'ensemble, nous sommes sur la bonne voie. Nous sommes dans « l'accélération » et cela fonctionne. Les changements qui se produisent ne doivent pas modifier notre trajectoire ni ralentir nos efforts. Nous devons œuvrer ensemble pour démontrer que nos investissements changent réellement la vie des populations.

Grâce au CCP, nous réalisons d'importants progrès. Il y a quelques années, personne n'aurait dit que nous pourrions mettre 18,2 millions de personnes sous traitement, et que l'on assisterait à une réduction de 60 pour cent dans les nouvelles infections à VIH chez les enfants dans les 21 pays prioritaires du Plan mondial. Et aujourd'hui, nous parlons de *Start Free, Stay Free, AIDS Free*. Ce sont des objectifs que nous n'aurions pas pu imaginer il y a seulement quelques années.

La majorité des investissements dans la lutte contre le sida, soit 57 pour cent, proviennent désormais de sources nationales. C'est une avancée majeure en un laps de temps très court. Mais nous nous trouvons maintenant à un moment déterminant. Nous avons besoin d'investissement international durable pour maintenir ces gains.

À mesure que davantage de pays adhèrent à la cible 90–90–90, nous démontrons que nous pouvons supprimer la charge virale. J'étais dernièrement en Ouganda, et nous avons convaincu le Président Yoweri Museveni de reprendre son rôle de chef de file en lançant la première initiative « Accélérer » présidentielle.



En suivant les recommandations de la science et de l’OMS, nous pouvons contrôler cette épidémie et réduire les nouvelles infections. Avec Salim Abdool Karim, nous organisons une consultation d’experts pour définir le « contrôle de l’épidémie ».

Mais comme nous devons le souligner, nous n’investirons jamais assez pour venir à bout de cette épidémie. La prévention combinée est une composante essentielle qui permettra de resserrer l’écart. C’est pourquoi la Coalition mondiale pour la prévention du VIH s’associe à l’ONUSIDA pour organiser une réunion fondamentale en octobre à Nairobi au Kenya. Nous devons lancer un mouvement autour du « droit à la prévention ».

La lutte contre le sida se caractérise par le partenariat, l’innovation et le militantisme. Nos alliances constituent le mécanisme par lequel la lutte contre le sida ne sera plus une action isolée, grâce aux liens établis entre les différents acteurs et secteurs pour créer des ripostes plus solides. Nous avons noué un nouveau partenariat avec Gavi et *the Vaccine Alliance on human papillomavirus* (HPV). J’ai également eu l’honneur de me rendre en Namibie récemment avec le Président George W. Bush et le partenariat mondial *Pink Ribbon Red Ribbon*. Associer les services liés au VIH aux services liés au HPV permet de sauver des vies.

Je suis heureux que le Président du Conseil de l’UNITAID prenne la parole devant le CCP. Notre alliance permet de mettre les diagnostics et les produits de première nécessité à la disposition des personnes qui en ont besoin aussi rapidement que possible et de poursuivre notre effort commun pour établir une bonne structure de prix.

La semaine prochaine, je vais rencontrer l'Union africaine dans le cadre de la réunion des chefs d'État de *AIDS Watch Africa*. Nous débattons du plan de rattrapage pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Nous constatons des transformations rapides en Afrique orientale et australe mais en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, trois personnes vivant avec le VIH sur quatre n'ont pas accès au traitement; 1,4 millions de personnes ont été diagnostiquées mais n'ont pas accès au traitement sauvant des vies. Nous devons combler cette lacune.

Nous débattons aussi des moyens de faire progresser l'initiative pour 2 millions de travailleurs de santé communautaires pour l'Afrique, pour renforcer la cible 90-90-90 et soutenir les efforts vers la couverture de santé universelle. Tout cela permettra de créer une résilience et des emplois et de renforcer les interfaces communautaires pour la santé.

Enfin, nous n'abandonnerons jamais l'idée d'un vaccin ou d'un traitement curatif du VIH. Lors de la manifestation de la *Foundation for AIDS Research* (amfAR) qui a eu lieu à Washington DC, États-Unis d'Amérique, au début du mois, nous avons parlé de démocratiser l'innovation pour atteindre toutes les populations. Mon ami Tony Fauci nous a rappelé que, pour mettre fin au sida, nous devons suivre la science.

## Conclusion

Comme nous l'a rappelé Martin Luther King, Jr. nous devons « rester vigilants » et en finir avec ce que j'appelle « la complaisance ».

Nous devrions nous indigner de constater, qu'aujourd'hui, 18 millions de personnes sont en attente d'un traitement. Nous ne répondons pas aux besoins des jeunes femmes : chaque semaine, 6000 nouvelles infections ont lieu chez les jeunes femmes en Afrique subsaharienne. Des hommes n'ont pas accès au dépistage et aux services. Les populations clés sont toujours marginalisées et contraintes de vivre dans l'ombre.

Maintenant, réfléchissons un moment aux points forts spécifiques de notre mouvement, les points forts qui ont toujours fait progresser la riposte au sida.

Ces points forts ont toujours été une réflexion audacieuse, du courage et un engagement. Tout cela a motivé notre vision de l'objectif « zéro » et de mettre fin au sida d'ici à 2030.

Nous devons exploiter ces points forts pour relever ensemble le défi du changement. Pour surmonter les obstacles à l'innovation et à la transformation. Pour accélérer nos efforts visant à atteindre toutes les personnes nécessiteuses. Pour ne laisser personne pour compte nulle part. Pour renforcer le caractère central de notre engagement communautaire. Pour tenir notre engagement commun et réaliser l'objectif de mettre fin au sida d'ici à 2030.

Je vous remercie de votre attention et je vais maintenant demander à mon amie et sœur, la Première dame du Panama, de formuler ses observations. C'est une fervente partisane de la notion de zéro discrimination et elle soutient de manière incroyablement active l'action de l'ONUSIDA.

Merci.

**ONUSIDA**  
**Programme commun des**  
**Nations Unies sur le VIH/sida**

20 Avenue Appia  
1211 Genève 27  
Suisse

+41 22 791 3666

[unaids.org](http://unaids.org)